

*Spirit of the Wolf*

1990

*L'Âme du Loup*

**L'Environnement et l'Avenir du Canada  
The Environment and Canada's Future**

Editor/Editeur  
**JO DAVIS**

Préface  
**CLIFFORD LINCOLN**

Perspectives  
**LUC GAGNON**

Photographie  
James Bay/Baie James  
**GRETCHEN McHUGH**

Cover Painting  
Couverture **RICK BEAVER**

**GARY LAWLESS**

Poetry  
Poésie

Drawings  
Dessins **STEPHEN PETROFF**

Adaptations de l'anglais  
**MARC MATHAN**

## re Constitution, ment

Keith Spicer  
sur l'avenir du Canada



ration et destruction de l'environ-  
t de la disparité croissante entre  
ers le monde. Du poids aurait dû  
e profil de discussion, et l'accent  
ileurs. C'est à travers nos valeurs  
ns pourront développer la volonté

ouvernements. Il est essentiel que  
laquelle il peut distiller ses valeurs  
ageusement et créativement. Vous  
oyens du Canada, dont quelques  
cient l'urgence. J'espère que cette  
soit à la fois nationale et globale,  
d'action fondées sur des valeurs  
is les aspects de notre vie.

Sincèrement,  
(Margaret Motz)

### Editor's Note

**DEBORAH COYNE**, a member and Advisor of the Turnaround Decade Group, chooses to live simply and enjoys backpacking around South America or China whenever she can. She was educated at Queens, Osgoode Hall and Oxford University and is the Director of the Constitutional Policy Branch for the government of Newfoundland and Labrador. She was a co-founder of the Coalition for the Canadian Constitution and, in this excerpt from the June 1991 issue of Policy Options Magazine, she begins by quoting F.R. Scott ...



"Changing a constitution confronts a society with the most important choices, for in the constitution will be found the philosophical principles and rules which largely determine the relations of individual groups to one another and to the state. If human rights and harmonious relations between cultures are forms of the beautiful, then the state is a work of art that is never finished. Law thus takes its place, in theory and practice, among men's highest and most creative activities."

But what are we engaged in? Can we continue to function as a nation when the commission of inquiry studying Quebec's political future was headed by two businessmen asking whether the independence is "viable" and has shaped the debate as simply the bartering of this or that power like so many rug merchants? Can we continue to function as a nation when the national government, after failing miserably to persuade the vast majority of Canadians of the merit of the uninspiring little Canada vision in the Meech Lake Accord, is still convinced that the only problem was the amending formula? Can a country continue to exist when the national leader prefers doing deals with other self-interested first ministers rather than risking a consultation with the Canadian people through a referendum?

Finally, can a country continue to exist when government, academic and business elites are all running around in disarray saying that we simply must determine "what does Canada want?", as if it is something we could total up on a balance sheet, plug into a computer program and pop out an answer? As journalist John Cruickshank succinctly puts it, to ask such a question is "very eighties" and me-tooish.

But it is more than that. It is myopic, inward-looking and captures much of what is wrong with our current leadership. We should not be asking what Canadians want. We should not be focusing on the satisfaction of short term needs and succumbing to siren calls from Quebec nationalists or other disgruntled regional forces whose proposals appeal only to our less noble me-first-and-damn-the-rest instincts.

We should be asking all Canadians to react beyond the present into the future and to think about how best to meet our collective needs whether world peace or a clean environment. We should be asking what Canadians want our

nation to accomplish nationally and internationally in the twenty-first century. We should be establishing fundamental principles and the essence of what Canadians believe in and where we want to go together. Only then, should we ask what constitutional arrangements can best allow us to achieve this.

#### **Note de l'Éditeur**

**DEBORAH COYNE** est un membre et conseiller du Groupe de la Décennie du Grand Virage. Elle a choisi une vie simple et aime faire de la randonnée pédestre à travers l'Amérique du sud et la Chine, quand elle en a l'opportunité. Elle a reçu son éducation à l'Université Queens, à Osgood Hall, et à l'université d'Oxford; et elle est la directrice du bureau des affaires constitutionnelles du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador. Elle a co-fondé la coalition pour la constitution canadienne, et dans cette citation provenant du numéro de juin de la revue «Policy Options» elle débute en citant F.R. Scott.

«Au moment où membres d'une société décident de changer leur constitution, ils sont confrontés par des choix des plus importants, car c'est dans la constitution que se trouvent les principes et les règles philosophiques qui déterminent en grande partie les relations entre groupes individuels et leurs relations avec l'état. Si les droits de l'homme et les relations harmonieuses entre cultures différentes sont des manifestations de ce qui est beau, il s'en sort que l'état est une oeuvre d'art qui n'arrivera jamais à finition. La loi prend donc sa place, en théorie et en pratique, parmi les activités les plus estimés et les plus créatives de l'homme.»

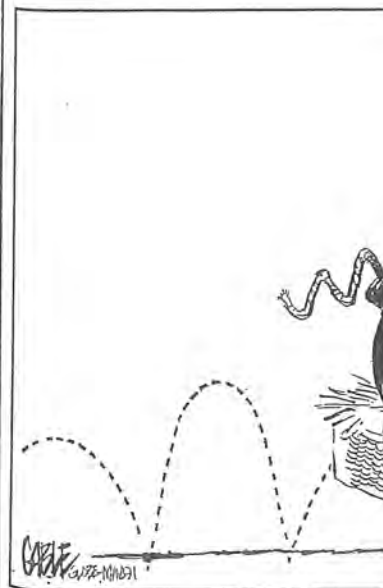
En quoi nous engageons-nous? Nous est-il possible de fonctionner en tant que nation alors que la commission chargée d'étudier l'avenir politique du Québec est dirigée par deux hommes d'affaire qui demandent si l'indépendance est «viable», et dont les membres ont formulé le débat sur un simple échange de tel ou tel pouvoir comme le ferait des marchands de tapis? Pouvons-nous continuer à fonctionner comme nation alors que le gouvernement, suivant l'échec total de son effort à démontrer à la vaste majorité des Canadiens le mérite de leur petite vision du Canada sans inspiration dans les accords du Lac Meech, est encore convaincu que le seul problème était la formule d'amendement. Un pays peut-il continuer à exister quand le premier ministre préfère négocier des affaires d'intérêt personnel avec les autres premiers ministres provinciaux plutôt que de risquer une consultation avec les citoyens du Canada par le moyen d'un référendum national?

Et finalement, un pays peut-il continuer à exister quand les élites parmi les membres du gouvernement, les académiciens et la communauté d'affaires se montrent tous en désarroi quant à dire qu'il nous faut absolument déterminer «ce que veut le Canada», comme si c'était une somme à calculer sur un bilan, à programmer sur un ordinateur – pour en sortir la réponse? Comme dit le journaliste John Cruickshank de manière bien succincte: poser une telle question est «très années quatre-vingt» et «moi, aussi».

Mais c'est plus que cela. C'est myope, introspectif, et un exemple de tout ce qui va mal chez ceux qui nous gouvernent. Il ne s'agit pas de demander ce que veulent les Canadiens. Il ne s'agit pas de concentrer notre attention sur la satisfaction de nos besoins à court terme, de succomber aux appels de sirène des nationalistes

québécois, ou des autres méco appel à nos instincts les moins no

Ce qu'il nous faut, c'est de d du present jusqu'à l'avenir, et de nos besoins collectifs, que ce soit sain et propre. Nous devons den nation accomplir au vingt-et-uniè



Reprinted with permission Globe & Mail

rationally in the twenty-first century. Principles and the essence of what to go together. Only then, should we best allow us to achieve this.

*...eiller du Groupe de la Décennie du ... aime faire de la randonnée pédestre ... and elle en a l'opportunité. Elle a reçu ... ood Hall, et à l'université d'Oxford; et ... constitutionnelles du gouvernement de ... la coalition pour la constitution cana- ... numéro de juin de la revue «Policy*

ciété décident de changer leur ... is choix des plus importants, car ... vent les principes et les règles ... rande partie les relations entre ... ns avec l'état. Si les droits de ... s entre cultures différentes sont ... u, il s'en sort que l'état est une ... i finition. La loi prend donc sa ... ni les activités les plus estimés et

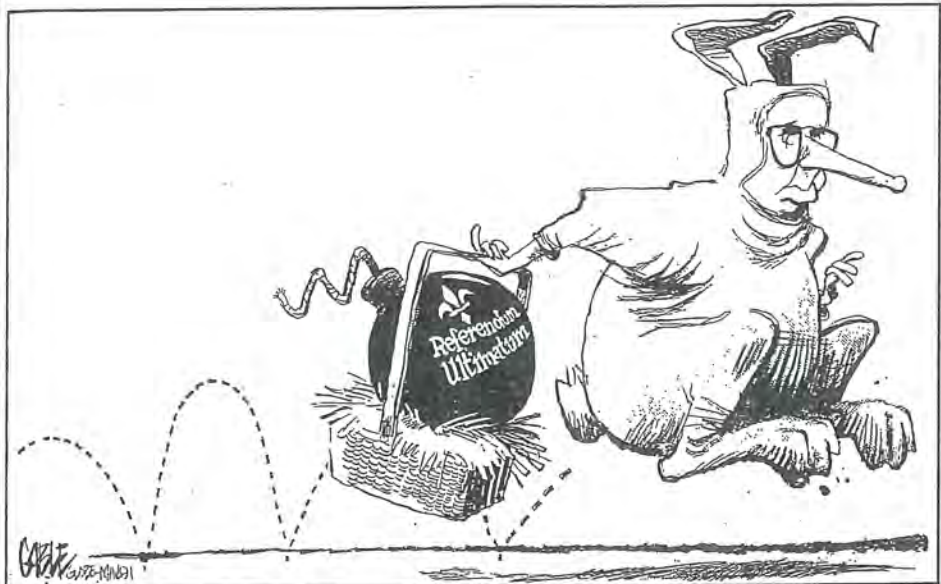
it-il possible de fonctionner en tant que ... tudier l'avenir politique du Québec est ... andent si l'indépendance est «viable», ... ir un simple échange de tel ou tel pou- ... is? Pouvons-nous continuer à fonction- ... nt, suivant l'échec total de son effort à ... iens le mérite de leur petite vision du ... u Lac Meech, est encore convaincu que ... ment. Un pays peut-il continuer à exis- ... tier des affaires d'intérêt personnel avec ... lutôt que de risquer une consultation ... d'un référendum national?

si exister quand les élites parmi les mem- ... la communauté d'affaires se montrent ... absolument déterminer «ce que veut le ... culer sur un bilan, à programmer sur un ... nme dit le journaliste John Cruickshank ... uestion est «très années quatre-vingt» et

ntrospectif, et un exemple de tout ce qui ... s'agit pas de demander ce que veulent ... er notre attention sur la satisfaction de ... aux appels de sirène des nationalistes

québécois, ou des autres mécontentements régionaux dont les propositions font appel à nos instincts les moins nobles.

Ce qu'il nous faut, c'est de demander à tous les Canadiens de regarder au delà du présent jusqu'à l'avenir, et de réfléchir sur les meilleurs moyens pour satisfaire à nos besoins collectifs, que ce soit pour la paix mondiale ou pour un environnement sain et propre. Nous devons demander ce que nous, Canadiens, voulons voir notre nation accomplir au vingt-et-unième siècle, sur le plan national et international.



Reprinted with permission Globe & Mail